



MUTUELLE D'ASSURANCE DES PROFESSIONNELS

**POLITIQUE D'INVESTISSEMENT  
RESPONSABLE  
AU 31-12-2022  
(Article 173 LTE)**

## POLITIQUE D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE (article 173 LTE)

L'article 173 de la Loi française de Transition Énergétique est entré en vigueur le 1er janvier 2016. Cet article prolonge l'article 224 de la loi de Grenelle II et introduit de nouvelles exigences de transparence pour les investisseurs institutionnels, notamment en ce qui concerne les modalités de prise en compte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans leurs politiques d'investissement.

Le bilan de MADP Assurances étant inférieur à 500 M€, nous sommes exonérés de l'obligation de déclaration détaillée et devons uniquement fournir une description générale de notre prise en compte de ces critères.

- **Détentions en direct** : à fin 2022, MADP Assurances détient en direct un portefeuille d'actions qui représente 24% des placements financiers en valeur de réalisation et 3 obligations en direct dites « vertes » (Suez, Sanofi et Société Générale) acquises en toute fin d'année qui ne représentent que 0,4% des placements.

Nous intégrons les critères ESG dans notre gestion, notamment en ayant exclu en 2017 tout nouvel investissement dans les sociétés impliquées dans la production du tabac et en 2018 les sociétés liées à la production d'alcool. Rappelons que le portefeuille de MADP Assurances est en plus-values latentes ce qui nous contraint à progresser lentement sur ce type de réallocation en raison de l'impact significatif sur le résultat de MADP Assurances.

- **Fonds dédiés et fonds ouverts** : ces fonds (Ballu obligations, Ballu actions et SICAV diversifiées) représentent 53,6% de nos placements financiers en valeur de réalisation. Nos deux fonds dédiés sont gérés par la société Financière de la Cité.

Au sein du fonds dédié **Ballu actions**, la politique de sélection de titres s'attache à analyser systématiquement la qualité de la vision stratégique des dirigeants, leur historique en termes de performance financière, leur capacité à atteindre de façon récurrente les objectifs financiers qu'ils se sont assignés. De la même façon, nos gérants sont très vigilants sur les risques environnementaux auxquels les sociétés sont exposées, ces risques pouvant grever leur rentabilité à long terme. Ils investissent principalement dans des grandes sociétés cotées européennes qui publient en annexe de leur document annuel un rapport RSE dans lequel sont décrits leurs engagements à long terme en ce qui concerne leur responsabilité environnementale et sociale. Globalement, toutes les sociétés dans lesquelles le fonds Ballu Actions était investi fin 2022 publient un rapport RSE en annexe de leur document annuel, à l'exception de la Financière de l'Odéon (3,03% du fonds) qui est la holding financière du groupe Bolloré. Nous notons cependant que les participations cotées de cette holding publient toutes un rapport RSE (Bolloré, Vivendi).

Au cours de l'année 2022 nos gérants ont poursuivi la politique menée en 2021 consistant à **augmenter l'exposition du fonds aux segments de l'énergie, de l'industrie et de la finance**, ce qui a conduit à une **diminution de l'exposition aux secteurs de la technologie, de la santé et des services publics**. Si cette évolution sectorielle a mécaniquement augmenté l'exposition du fonds à des secteurs plus "polluants" et plus ou moins controversés, elle s'est faite en ligne avec une politique de sélection des titres considérés comme des « best-in-class » dans leur secteur. Nos gérants ont fait le choix de s'exposer à des secteurs historiquement controversés mais sur lesquels les standards d'investissement responsable évoluent comme l'industrie du gaz, désormais incluse dans la taxonomie européenne (Total Energies, Repsol, Technip), ou la défense, qui bénéficie d'un regain d'attentions des thématiques autour de la souveraineté (Thales, Leonardo). Le

nombre de lignes a également été augmenté et leur taille réduite avec 42 lignes en portefeuille au 30 décembre 2022 contre 34 au 31 décembre 2021.

- Le **secteur de l'énergie** représente 15,5% du portefeuille avec des participations dans **Technip Energies (5,3%), Shell (3,9%), Repsol (3,2%) et Total Energies (3,1%)**. Pour rappel, ce secteur est responsable de 75% des émissions de CO2 et des deux tiers des gaz à effet de serre mais doit également jouer un rôle clé dans la transition énergétique. Pour réduire ces émissions, le secteur énergétique mise sur une réduction de l'intensité carbone et sur les investissements dans les renouvelables qui devraient permettre de réduire les émissions de 80%, les 20% restant devant être achevés via des mesures comme la substitution du charbon par le gaz naturel, le développement du CCUS (technologies de stockage et utilisation du carbone) et l'adoption des biocarburants.

Total Energies, Repsol et Shell ont été sélectionnés dans leur secteur pour leur plus forte exposition aux secteurs du gaz et des énergies renouvelables. Ces trois entreprises ont publié des plans de réduction de leurs émissions de CO2 qui ont jugés plus crédibles que ceux de leurs concurrents et qui s'accompagnent d'investissements dans les énergies renouvelables et le gaz. D'ici 2025, Total consacrera 50% de son budget à des investissements dans le gaz et les énergies renouvelables soit 6,5 à 8 Mds€ d'investissements attendus tandis que Shell prévoit d'investir au moins 8 Mds€ par an dans le gaz et 5 Mds€ par an dans les énergies renouvelables. Repsol de son côté a également établi des objectifs spécifiques en matière de durabilité, tels que la réduction de ses émissions nettes de CO2 de 10 % d'ici 2025 par rapport à 2016 et la production de 4,5 GW d'énergie renouvelable d'ici 2025. En tant que sous-traitant, Technip Energie est également très impliqué dans le développement des infrastructures liées aux énergies renouvelables et au gaz.

En termes de controverses, Total Energies a été assigné en 2022 devant la justice par plusieurs ONG pour son méga-projet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie. Ces associations lui reprochent de manquer à son devoir de vigilance dans la mise en œuvre du chantier et de son impact considéré comme « dévastateur » sur l'environnement et sur les populations locales.

Enfin, trois de ces entreprises ont été amenées à prendre position sur leur activité en Russie. Si Shell a rapidement annoncé un retrait du pays, Total Energies et Technip Energies ont adopté une position plus ambiguë. Les deux entreprises ont suspendu tout nouvel investissement en Russie jusqu'à nouvel ordre et vont respecter l'intégralité des sanctions prises par les gouvernements mais n'ont pas formalisé leur retrait du pays et entendent y respecter les engagements qu'elles ont pris auprès de leurs partenaires et préparer une sortie ordonnée. Quant à Repsol, son exposition à la Russie est quasi inexistante, son exposition géographique étant essentiellement concentrée sur le continent américain.

- L'exposition au **secteur de l'industrie** a progressé de 19,3% à 26,6%. Ce secteur a été renforcé suite aux investissements dans les sociétés de défense, **Leonardo (3,3%)** en Italie, **BAE Systems (1,9%)** au Royaume Uni et **Thalès (5%)** en France. Par ailleurs quelques bénéfices ont été pris sur la position en Cie de l'Odet et la position en Saint Gobain a été cédée en raison du trou d'air touchant l'immobilier américain.

Suite au développement des gestions dites « socialement responsables », l'investissement dans le secteur de la défense soulève depuis quelques années des questions importantes en matière d'ESG, qui doivent être prises en compte par les investisseurs. Si un investisseur choisit d'investir dans ce secteur, il est important de rechercher des entreprises qui ont mis en place des politiques et des pratiques ESG solides pour minimiser les risques et maximiser

les impacts positifs. Néanmoins, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a redonné une certaine légitimité à ce secteur économique en tant qu'activité stratégique et nécessaire. Nos gérants se sont concentrés sur l'un des sujets les plus sensibles de ce secteur, l'éthique dans les affaires. Thales a une politique de « tolérance zéro » pour prévenir les pots-de-vin et les scandales de corruption. Il a mis également en place des lignes directrices concernant les pratiques anticoncurrentielles, les fournisseurs, les clients, les partenaires et les concurrents. Les collaborateurs bénéficient de rappels réguliers et de formations, tandis que le groupe dispose d'une ligne ouverte d'alerte. Malgré ses efforts, Thales est actuellement impliqué dans un scandale de corruption impliquant l'ancien président sud-africain Jacob Zuma. Le procès est en cours. De son côté, Leonardo a mis en place un Code de conduite et d'éthique des affaires qui définit les principes et les normes à suivre par tous les employés de l'entreprise, y compris les dirigeants, pour prévenir les comportements illégaux et contraires à l'éthique. Le code de conduite interdit notamment les pots-de-vin, les cadeaux excessifs ou les conflits d'intérêts.

- L'exposition au **secteur financier** a progressé de 8,7% à 12,8% avec une augmentation de la pondération de **BBVA (5%)** et l'introduction d'une nouvelle position avec **Banco Santander (4,4%)**. Les banques ont bien entendu un rôle environnemental ainsi que dans la transition énergétique mais leur rôle social est tout aussi important : pendant la pandémie, elles ont dû assurer la fourniture de services bancaires à tout moment, et se sont révélées être un soutien essentiel à l'économie grâce aux moratoires accordés aux clients sur environ 8% des prêts bancaires et la répartition des prêts garantis par l'État lorsqu'ils étaient disponibles. Les deux banques espagnoles, dans lesquelles nous sommes investis, se positionnent comme des leaders en termes de politiques environnementales et sociales. A titre d'exemple, BBVA a été assez proactive dans sa politique climatique, initiant la stratégie « Pledge 2025 » depuis 2018. L'engagement 2025 repose sur trois priorités : 1 - Financer. BBVA a initialement décidé de mobiliser 100 milliards d'euros (d'ici 2025) pour "aider à créer le levier nécessaire pour enrayer le changement climatique mondial et atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies", 2 - Gérer. Le deuxième volet de l'engagement de BBVA consiste à gérer son risque environnemental et social de manière à minimiser les potentiels impacts négatifs directs et indirects. 3 - Engager. La dernière priorité est de s'engager avec toutes les parties prenantes pour promouvoir collectivement la contribution de l'industrie financière au développement durable en mettant en œuvre les recommandations d'un groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD), en défendant l'éducation financière et en promouvant des normes bancaires responsables au sein de l'industrie.
- Face à ces repondérations sectorielles, l'exposition à la **technologie** a été drastiquement réduite suite à la vente des positions en **Ericsson** en raison du non-respect par cette société de critères de gouvernance tels que l'éthique dans les affaires.
- Aucune opération ou information majeure concernant les sujets sociaux et environnementaux n'a touché les secteurs de la **communication** (10,8%), de la **consommation** (8,1%), de la **santé** (6,5%), des **matières premières** (4,9%) et des **services publics** (4%) sur l'exercice.

Au sein du fonds dédié **Ballu obligations**, la part des obligations d'Etats est prépondérante (60.51%) avec une représentation de la France à hauteur de 50.18% et de l'Allemagne pour 3.06% du portefeuille.

La dette privée représente 36.27% du portefeuille et se concentre sur quelques secteurs :

- ✓ **Informatique**, avec **IBM** (1.92%) qui est le leader mondial américain des technologies qui fournit des solutions technologiques et des services de consultation aux entreprises et aux gouvernements du monde entier. IBM s'est fixé un nouvel objectif pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, dépassant les recommandations du GIEC. IBM s'est également engagé à l'inclusion en augmentant la représentation des femmes et des minorités sous-représentées dans leur personnel et leurs dirigeants. Le groupe s'est fixé un objectif de former 30 millions de personnes d'ici 2030. Enfin, IBM s'engage à développer des politiques et des pratiques éthiques pour garantir la sécurité, la confidentialité et la protection des données de leurs clients et partenaires.
  
- ✓ **Santé**, avec **Medtronic** (3.57%) qui est une entreprise spécialisée dans les technologies de la santé dont la mission est de soulager la douleur, de rétablir la santé et de prolonger la vie. En termes d'impact social, le groupe utilise les données et la technologie pour résoudre la crise mondiale de l'inégalité en matière de santé en rationalisant la détection, le diagnostic et le traitement pour combler le fossé entre le nombre de personnes nécessitant des soins et le nombre de praticiens les offrant. En ce qui concerne la gouvernance, Medtronic, la diversité des dirigeants est essentielle pour créer des produits et des thérapies salvatrices qui profitent à tous les patients. Les femmes occupaient 42 % des postes de direction et plus dans le monde et les personnes issues de groupes ethniques divers occupaient 27 % des postes de direction et plus aux États-Unis en 2022. Enfin, en matière d'environnement, Medtronic s'est associé à des organisations du monde entier pour transformer les systèmes de soins de santé qui contribuent au changement climatique en renforçant la résilience et en minimisant les empreintes carbone.
  
- ✓ **L'Énergie**, avec **Suez**, **E.On** et **Enel** (10.3%). Le secteur énergétique est de plus en plus distribué, numérique, décarboné, et plus durable. Les réseaux deviennent de plus en plus intelligents, ce qui leur permet d'intégrer davantage d'énergies renouvelables et de gérer en temps réel des flux d'énergie de plus en plus complexes tout en restant fiables. La proportion de câbles souterrains des réseaux a fortement augmenté ces dernières années et les ont rendus beaucoup moins exposés aux conditions météorologiques extrêmes et améliorent donc leur fiabilité. Les solutions innovantes aident les clients de toutes tailles – des particuliers et petites entreprises aux grands fabricants et villes - à conserver l'énergie, à produire leur propre énergie verte et ainsi à réduire leur empreinte carbone. Les nouvelles stratégies de développement durable du secteur deviennent plus ambitieuses. Le groupe SUEZ fournit des services essentiels pour améliorer la qualité de vie des utilisateurs, avec des métiers centrés sur l'eau et les déchets. En valorisant les déchets et en donnant une seconde vie aux eaux usées, Suez travaille pour le développement d'une économie plus circulaire, contribuant ainsi à la préservation de la biodiversité et à la décarbonation des territoires. Suez a publié une nouvelle feuille de route développement durable 2023-2027, avec une approche transversale qui vise à contribuer à la transition écologique des territoires, en prenant 24 engagements pour renforcer et amplifier ses activités en la matière. Le groupe veut lutter contre le changement climatique en produisant bientôt plus d'électricité qu'il n'en consomme en mobilisant le potentiel des déchets et en augmentant la part d'énergie renouvelable dans sa consommation électrique. Pour contribuer à la neutralité carbone territoriale, Suez veut continuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de ses activités et investir dans la capture et le stockage du carbone.  
E.ON entreprise qui intègre de plus en plus des énergies renouvelables et met en place des stratégies de développement durable très ambitieuses (neutralité carbone, culture

diversifiée et inclusive, recyclage, gestion intelligente de l'énergie, solutions de mobilités électriques, Gaz vert, etc...). En effet, E.ON a fixé des objectifs ambitieux pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 et réduire ses émissions de gaz à effet de serre de Scope 1 et 2 d'environ 75% d'ici 2030, ainsi que pour réduire ses émissions de Scope 3 de 50% d'ici 2030 et de 100% d'ici 2050. L'entreprise cherche également à promouvoir une culture diversifiée et inclusive, à améliorer la santé et la sécurité de ses employés et sous-traitants, ainsi qu'à prévenir les accidents.

- ✓ **L'Automobile** avec des sociétés comme **Leaseplan** ou **ALD** (3.94%), entreprises de leasing d'un secteur très polluant qui essaie par tous les moyens de contribuer à améliorer son image via des projets environnementaux ou sociétaux. Le développement de la voiture électrique y est prépondérant ainsi que la décarbonisation avec un objectif de carbone neutre d'ici 2050 et le recyclage des véhicules. LeasePlan est un exemple de ce changement, car l'entreprise veut atteindre zéro émission nette d'échappement de sa flotte financée d'ici 2030 grâce à l'adoption de véhicules électriques. LeasePlan veut également s'assurer qu'il reste au fait des attentes croissantes de ses parties prenantes en matière d'environnement, de social et de gouvernance. Dans cet esprit, lors de la réunion UN COP26 à Glasgow, LeasePlan a présenté sa nouvelle stratégie de développement durable « Driving to Zero », qui élargit son champ d'action des émissions de gaz d'échappement à tous les défis ESG importants d'aujourd'hui.
  
- ✓ **Chimie**, avec **ARKEMA** (3,8%) qui est le leader mondial dans la chimie verte et dans la conception de matériaux respectueux de l'environnement. Arkema positionne les solutions pour le développement durable au cœur de sa politique d'innovation et de l'évolution de son offre produits. Par le choix de ses axes de recherche, le développement permanent des expertises, son organisation et ses processus d'innovation, Arkema s'attache, avec ses partenaires, à développer des solutions répondant aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain. Leurs matériaux accompagnent la transition vers les énergies renouvelables. L'ambition d'Arkema est de faire partie des entreprises chimiques les plus performantes en matière de sécurité. Sa démarche sécurité et santé au travail s'articule autour de la prévention des risques, d'un référentiel de management et de la culture sécurité. Engagée dans Responsible Care®, la démarche volontaire de l'industrie chimique pour la gestion responsable de ses activités et de ses produits, Arkema a fait du thème de la sécurité et de la protection de la santé un des axes majeurs de sa politique RSE.  

Le groupe est engagé en faveur du climat et de la réduction de l'empreinte environnementale de ses activités. Ainsi, il agit pour diminuer la consommation des ressources telles que l'énergie ou l'eau, réduire les émissions liées à son activité, développer l'utilisation de ressources renouvelables et favoriser l'économie circulaire. En parallèle, le programme Optim'O du Groupe a pour objectif de réduire les émissions dans l'eau (DCO\*) de 60 % sur ses sites de production entre 2012 et 2030.

En portant à 30 % son objectif de part de femmes dans l'encadrement supérieur d'ici à 2030, Arkema œuvre à davantage de mixité dans une industrie chimique majoritairement masculine.
  
- ✓ Le secteur de la **santé** avec **Korian** (4.41%) : Korian est une entreprise privée du secteur des Ephpad privés qui interviennent aux côtés d'acteurs publics. Le groupe propose un modèle intégré avec une offre globale des métiers du soin et de la prise en charge des seniors (complémentarité des Ephpad avec les résidences services). Les acteurs privés (25% du secteur en France) sont devenus indispensables pour répondre à l'enjeu du Grand Age (besoin de création de plus de 100 000 places sur les 10 prochaines années pour un parc

aujourd'hui de 600 000 lits). Sur les questions sociales, le secteur est confronté aux conditions difficiles d'exercice du métier d'aide-soignant, à la pénurie de personnel et aux controverses (maltraitance, sécurité alimentaire...) et qui font l'objet de couverture médiatique régulière. Sur le volet social, les groupes privés nous semblent disposer d'atouts tels que leur politique de formation et les possibilités d'évolution de carrière au sein des différents métiers (Ehpad, SSR, résidences service). Le Groupe a mis en avant les efforts en matière de formation et de conditions de travail, ainsi que le déploiement de la certification ISO 9001 en matière de contrôle qualité. La rémunération variable des directeurs d'établissement est également indexée à hauteur de 50% sur des critères RSE. Par ailleurs, il existe une procédure de signalement des événements indésirables graves (EIG) auprès des agences régionales de santé et un tableau de bords des incidents (chutes, dénutrition) est tenu à jour. Concernant le management, le groupe a une stabilité managériale depuis 4 ans, signe d'un réel changement chez Korian, le Groupe ayant connu auparavant un turn-over important de ses équipes dirigeantes. En France, 83 % des dépenses sont réalisées avec des fournisseurs basés en France. L'entreprise s'engage à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement et des politiques inclusives en matière d'emploi avec l'évaluation des fournisseurs, le recyclage du mobilier, une seconde vie des matériaux, l'insertion (10% du montant global de chaque chantier devra être réalisé par un organisme d'insertion professionnelle), la gestion des déchets (tri sélectif des déchets de chantier), les emballages recyclés, un ancrage local (tissu économique local).

- ✓ Le **secteur bancaire** est présent avec **BNP** et **La Poste** (5.28%). La plupart des banques ont développé un nouveau modèle économique de banques responsables, s'adaptant à un monde en constante évolution, avec éthique, des personnels formés et expérimentés, à la recherche d'excellence opérationnelle dans le développement des produits et dans le service client. Elles ont financé des universités, recrutent des jeunes stagiaires, des handicapés, ou financent des micro-crédits pour des personnes en difficultés dans certaines parties du monde. Sur le volet écologique, celles-ci s'engagent pour le développement durable, en contribuant à des projets environnementaux en finançant des projets d'énergies renouvelables, émission de Green Bonds. Par exemple, BNP Paribas, a pour objectif de parvenir à une économie neutre en carbone d'ici 2050 et a pivoté vers le financement de la production d'énergies bas carbone, en réduisant le financement de l'exploration-production pétrolière. BNP Paribas a également renforcé ses engagements en faveur de la biodiversité. La banque propose à ses clients des solutions d'épargne et d'investissement responsable, tels que des crédits et obligations verts pour les grandes entreprises, ainsi que des fonds labellisés à thématiques durables. BNP Paribas encourage également l'économie circulaire en proposant des solutions plus responsables pour gérer le cycle de vie des produits de ses clients. Enfin, la banque s'est dotée de politiques de financement et d'investissement ambitieuses pour répondre aux défis environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de certains secteurs d'activité.
- ✓ Le secteur des **transports** est aussi présent dans le portefeuille avec **Deutsche Bahn** (3.06%). La R.S.E. a permis d'harmoniser les temps de conduite et de repos des conducteurs de véhicules de plus de 3,5 t ou de plus de 9 places, Le transport ferroviaire est à l'heure actuelle un des plus écologiques qui soit et ceci concerne à la fois la Deutsche Bahn ou la RATP avec les réseaux de métro Francilien.
- **Immobilier** : la part de l'immobilier dans les placements financiers de MADP Assurances représente 16% (en valeur de réalisation).

A ce jour, MADP Assurances possède les bureaux de son siège social à Paris 8° via sa filiale à 100% SAS Foncière 44GV4, un appartement à Paris 15° (loué), 27,7% des parts de la SA immobilière SIMP 13 rue Ballu Paris 9° (bureaux). En 2015, soucieuse d'investir dans de l'immobilier à « impact social et environnemental », MADP Assurances a souscrit des parts à hauteur de 1,5 M€ dans une OPCI spécialisée dans les résidences étudiantes, par l'intermédiaire de Swiss Life REIM qui tient compte de la politique RSE de Swiss Life. Club campus Immo 2 sélectionne des projets qui lui permettent de prendre part à l'édification d'un ensemble mixte, voire d'un nouveau quartier, pour y inscrire une résidence étudiante.